

Dossier Politique

Le PS au pouvoir depuis 25 ans: les secrets de sa longévité

Le parti socialiste bénéficie notamment d'un ancrage populaire fort et du système politique belge. Son défi sera de résister à l'usure du pouvoir et de revenir à une posture plus offensive.

EXPRESS

Le 9 mai 1988, le **gouvernement Martens VIII** signait le retour des socialistes au pouvoir après les années d'une coalition Martens-Gol.

Depuis lors — 25 ans — le PS est au pouvoir **sans discontinuer**.

Pascal Delwit, politologue à l'ULB, décrypte pour L'Echo ce qui fait les **forces et les faiblesses et l'empreinte laissée** par le parti aujourd'hui dirigé par Paul Magnette sur la Belgique au cours de ce quart de siècle. Il pointe les défis à venir pour le PS.

ALAIN NARINX

Pascal Delwit, 25 ans au pouvoir pour un parti politique, est-ce trop?

Dans une démocratie représentative, on s'attend à ce qu'il y ait une dynamique d'alternance. Mais il faut nuancer. Dans les démocraties majoritaires où il y a une grande ligne de fracture (gauche/droite) dans le paysage politique, les alternances sont assez claires: c'est le cas en France, au Royaume-Uni, en Espagne, etc.

Dans les démocraties consociatives, où le paysage politique est plus fragmenté et des coalitions nécessaires, c'est exceptionnel que tous les partis d'une coalition soient renvoyés en même temps dans l'opposition. En Belgique mais aussi au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Autriche, un parti peut donc rester très longtemps au pouvoir. Ce n'est pas propre au PS. Par exemple, la famille sociale-chrétienne CVP/PSC est restée au gouvernement près de 40 ans, de 1958 à 1999.

Avec quels avantages ? Et quels inconvénients?

L'avantage, c'est d'être dans le processus

décisionnel, d'emmagasiner de l'expérience et d'être ainsi dans tous les rouages de l'État. L'inconvénient, c'est le risque de devenir un parti de l'exercice du pouvoir, abandonnant la dimension partisane en tant que telle.

Qu'est-ce qui rend le PS si incontournable?

Principalement son poids électoral. Hormis en 2007, le PS a été le premier parti wallon à toutes les élections depuis l'instauration du suffrage universel en 1919. Ce n'est pas simple d'évacuer le premier parti de l'exercice des responsabilités.

Ensuite, le PS fait office de pivot: il peut être en coalition aussi bien avec le cdH, qu'avec le MR ou Ecolo. Il n'a ni partenaire impossible, ni partenaire privilégié. Enfin, le système politique se fragmente: il est de plus en plus souvent nécessaire de rassembler des coalitions très larges pour former un gouvernement. Logiquement, un parti a davantage de possibilités d'être au pouvoir, fut-ce avec moins de postes ministériels.

Comment expliquer ce poids électoral si important pour le PS?

Un élément non négligeable est le vote obligatoire en Belgique. Dans beaucoup de pays où il est facultatif, une partie des milieux populaires ne vote plus. Le PS incarne le parti de gauche. Il y a un espace électoral pour un parti de ce type dans tous les États européens. Ce qui distingue le PS belge francophone, c'est la pérennité de son ancrage populaire très fort. Il bénéficie aussi d'une dynamique d'encadrement des milieux populaires, que ce soit directement par son action dans les communes mais aussi par le rôle du syndicat socialiste FGFB et des mutualités socialistes. Aucun autre parti socialiste européen n'a un ancrage populaire aussi fort.

Avec un risque de dérives clientélistes... C'est un risque, en effet. Mais le point posi-

tif pour le système est que beaucoup de citoyens ont ainsi un filet de protection, un rôle joué aussi par la sécurité sociale.

Quel est le profil type de l'électeur PS?

Il y en a deux. Une grande partie de l'électorat est ouvrier ou employé populaire, qu'on retrouve par exemple à Liège, Charleroi, Mons et dans leurs banlieues. Ensuite, il y a un électorat de classes moyennes salariées, typiquement des travailleurs de la fonction publique ou des secteurs non-marchand, de l'éducation et de la santé.

En 25 ans de pouvoir, quelles empreintes le PS laisse-t-il, tant sur le plan économique qu'institutionnel ?

Sa marque de fabrique principale est d'avoir préservé autant que possible un modèle de protection sociale forte, avec des mesures comme l'indexation automatique des salaires. Ensuite, il a assumé, avec d'autres, sa part dans l'assainissement des finances publiques alors que l'endettement de l'État est quand même un gros point noir de l'économie belge. Par ailleurs, il a été un acteur important, avec les libéraux, sur certaines questions de société telles que la dépénalisation de l'avortement, le droit de vote des étrangers ou le mariage des homosexuels. Jusqu'à la fin des années 1980, la Belgique était plutôt conservatrice sur ces questions. Aujourd'hui, elle apparaît avant-gardiste. Enfin, sur le plan institutionnel, le PS a été partie prenante à toutes les réformes de l'État.

L'identité et l'idéologie du parti ont-elles évolué en 25 ans?

Sur les questions socio-économiques, il est resté le principal parti de gauche, même s'il est moins à gauche que par le passé. Mais il faut tenir compte, pour analyser ce positionnement, de l'évolution de la société. Le regard qu'on porte sur les questions socio-économiques a aussi évolué. Le parti a accompagné les évolutions de son temps,

par exemple sur les privatisations des services publics. C'est une continuité dans le mouvement en quelque sorte.

Sur les questions de société, il était parfois frileux et il est devenu plus progressiste. Dans le monde socialiste européen, par le passé, le PS était plutôt considéré comme centriste et pragmatique, peu porté sur les débats doctrinaires et idéologiques. Aujourd'hui, le PS est sans doute un des partis socialistes classés les plus à gauche dans la social-démocratie européenne. Il n'a pas eu une conversion sociale libérale, ce qui le distingue d'autres, comme le SPD allemand. Les réformes du marché du travail et des pensions menées par Gerhard Schröder dans les années 2000 étaient impensables pour le PS.

Quels sont ses principaux défis?

À court terme, il est confronté au risque de l'usure du pouvoir, c'est-à-dire à l'envie des autres acteurs de se passer du PS. Un peu comme en 1999, il existait un ras-le-bol des démocrates-chrétiens. Ensuite, la difficulté de tous les partis socialistes est de peser sur les événements, alors que beaucoup de décisions économiques et financières échappent au niveau national, ce qui réduit leur capacité réformatrice. Enfin, son défi sera de passer d'une position largement défensive sur les enjeux économiques et sociaux à une posture plus offensive, à une reconquête de droits sociaux.

Le PS est-il menacé sur sa gauche par le PTB?

Parler de menace est exagéré. Mais le PTB a gagné un nouveau socle de crédibilité et est une préoccupation pour le PS, surtout dans le bassin liégeois.

Le PTB n'ambitionne pas d'exercer les responsabilités, ce qui lui permet logiquement de tenir un discours libre.

Le PS, lui, ne peut pas promettre la lune. C'est le jeu normal de la confrontation politique.

«Hormis en 2007, le PS a été le premier parti wallon à toutes les élections depuis l'instauration du suffrage universel.»

PASCAL DELWIT
POLITOLOGUE À L'ULB



25 ANS DE PARTICIPATION AU POUVOIR



1988

Sous la houlette de Guy Spitaels et avec José Happart en joker, le PS a mené campagne sous le slogan «Le retour du cœur». Il atteint 44% en Wallonie, ce qui reste son record depuis les années 50.



1990

Le PS a contribué à une série d'avancées éthiques. Le Parlement a ainsi adopté la proposition du sénateur Roger Lallemand, légalisant l'avortement.

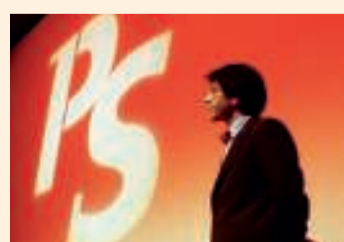
1992

Guy Spitaels s'autodésigne ministre-président de la Wallonie. Ce choix marque définitivement l'importance du fait régional dans la politique belge.



1994

Plusieurs ténors socialistes, dont Guy Coeme et Guy Spitaels, sont impliqués dans une affaire de corruption, lors de l'achat d'hélicoptères (de la firme Augusta) par l'armée belge. Ils seront condamnés par la cour de cassation.



1999

Le PS paie la facture des années 90 et tombe à son pire score de l'après-guerre en Wallonie (29%). Pour redresser la barre, on se tourne vers Elio Di Rupo, élu à la présidence du parti en octobre

1995

Désargentée, la Communauté française doit réduire le nombre d'enseignants. Laurette Onkelinx résiste à une longue grève, qui a marqué les esprits et tendu les relations entre le PS et le monde de l'école.



2005

Sous la houlette de Jean-Claude Van Cauwenberghe, le gouvernement wallon lance le Plan Marshall, une stratégie ouverte sur l'entreprise et qui aide la Wallonie à amorcer son redéploiement économique.



2005

Le scandale de la Carolorégienne, la société de logements sociaux du Pays noir, ouvre la période des affaires. Elle fait chuter le PS à son niveau de 1999 et a bien failli le renvoyer dans l'opposition en 2007. L'Orange bleue a échoué et le parti pourra se reconstruire...



1991

L'ancien président du PS et ministre André Cools est assassiné près de son domicile le 18 juillet 1991. Deux tueurs à gage tunisiens et des collaborateurs du ministre Alain Vanderbiest ont été condamnés pour cet assassinat.



2003

Grâce à des mesures sociales comme le plan Rosetta ou le financement de la santé, ainsi qu'une ouverture à la gauche chrétienne, le PS remonte vite la pente électorale (36%).



2011

Quand Elio Di Rupo a accédé à la présidence du PS, seul le ministre-président wallon était socialiste. Douze ans plus tard, le parti trustee tous les exécutifs, y compris le gouvernement fédéral.